

• Politique de santé	2
• Santé publique	2
• Ethique	3
• Actualité sanitaire	3
• Prévention sanitaire	4
• Recommandations – évaluations sanitaires	5
• AP-HP	6
• Organisation hospitalière	6
• Professions sanitaires et sociales	7
• Travail – Sécurité du travail	8
• Questions sociales – action sociale	8
• Société	10

Contact : jocelyne.esch@aphp.fr

Politique de santé

- Contribution au rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du tiers-payant généralisable, 23 avril 2018

Le présent [rapport](#) retrace les modalités et résultats de cette concertation « menée avec les caisses nationales d'assurance maladie, les organismes d'assurance maladie complémentaire, les organisations syndicales représentatives des professionnels de santé libéraux conventionnés, l'Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé et des représentants des éditeurs de logiciels de professionnels de santé ». Il propose ensuite un « calendrier de mise en œuvre opérationnelle du tiers payant intégral et les prérequis techniques à cette mise en œuvre tant sur la part des dépenses prise en charge par l'assurance maladie obligatoire que sur celle prise en charge par les organismes complémentaires ».

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Téléconsultation et téléexpertise : aucune situation clinique exclue a priori, 20 avril 2018

Reconnue par la loi en 2009, la télémédecine se déploie largement sur le territoire et le financement des actes de téléconsultation et de téléexpertise dans le droit commun devrait être une étape importante. Saisie par le ministère chargé de la Santé, la HAS conclut qu'aucune situation clinique ne peut être exclue a priori d'un recours à la téléconsultation ou à la téléexpertise et définit des critères d'éligibilité au cas par cas. Ce travail sera complété en fin d'année par un guide sur le bon usage et la qualité de ces pratiques cliniques, avec un volet spécifique sur les examens d'imagerie médicale.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Avis de la Conférence Nationale de Santé du 06.07.17 : "La littératie en santé - usagers et professionnels : tous concernés !" Pour un plan d'action à la hauteur des inégalités sociales de santé, 26 avril 2018

Le concept de "littératie en santé" constitue une opportunité pour aborder la question des inégalités sociales de santé tant du point de vue des usagers que du point de vue des professionnels de santé. La littératie en santé représente la capacité d'accéder à l'information, de la comprendre, de l'évaluer et de la communiquer ; ceci afin de promouvoir, maintenir et améliorer sa santé dans divers milieux et tout au long de sa vie. Les liens entre la littératie et la santé ne sont plus à démontrer. Les actions de renforcement de la littératie en santé sont ainsi associées à des résultats sanitaires améliorés.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Accord sur la maîtrise des dépenses d'imagerie médicale, 26 avril 2018

Signature d'un accord entre l'Uncam et la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) pour mieux maîtriser les dépenses d'imagerie médicale.

[Source : ameli.fr](#)

- La création d'un fonds d'aide aux victimes de produits phytopharmaceutiques, avril 2018

Ce rapport interinspections fait suite à la proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes de produits phytopharmaceutiques, déposée au Sénat en juillet 2016. La mission propose différents scénarios gradués d'amélioration de l'indemnisation des victimes.

[Source : Documentation française](#)

- La rémunération sur objectifs de santé publique en 2018, 25 avril 2018

Bilan à un an du nouveau dispositif. Dossier de presse.

[Source : ameli.fr](#)



Santé publique

- Rapport annuel 2017 de Santé publique France : zoom sur les temps forts de l'année, 24 avril 2018

Quels sont les temps forts de l'année 2017 ? Quels projets et résultats ont vu le jour ? Santé publique France retrace l'année 2017 autour des trois grandes missions de l'agence : anticiper, comprendre, agir et publie son rapport annuel accompagné d'une frise chronologique interactive. Découvrez

également l'essentiel de notre activité en chiffres.

[Source : Santé publique France](#)

- Nouvelles données sur les cancers du sein, du côlon, du rectum : à quel stade sont-ils diagnostiqués en France ?, 25 avril 2018

Santé publique France, l'Institut national du cancer (INCa), le Réseau français des registres des cancers (réseau Francim) et le Service de biostatistique des Hospices civils de Lyon (HCL) publient la première estimation nationale de la répartition des stades au diagnostic des cancers du sein, du côlon et du rectum. Ce rapport inédit livre des informations sur le degré de sévérité de ces cancers lors du diagnostic.

[Source : INCa](#)

[Source : invs.santepubliquefrance.fr](http://invs.santepubliquefrance.fr)

- Rapport d'information fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable par le groupe de travail sur la lutte contre la pollution de l'air, avril 2018

Malgré la baisse continue des émissions et des concentrations de polluants enregistrées ces dernières années, de nombreuses agglomérations restent marquées par des dépassements des normes européennes de qualité de l'air relatives au dioxyde d'azote et aux particules fines PM10. Ceci a conduit la Commission européenne à engager deux procédures précontentieuses contre la France. Dans une décision de juillet 2017, le Conseil d'Etat a enjoint le Gouvernement à établir d'ici le 31 mars 2018, dans 14 zones concernées, des plans d'actions permettant de réduire la pollution atmosphérique. En réponse, le Gouvernement s'est engagé à élaborer des feuilles de route permettant de réduire à court terme la pollution de l'air dans chacune de ces zones. Afin d'évaluer la démarche gouvernementale d'élaboration de ces feuilles de route, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat a créé un groupe de travail. Le présent rapport, issu de ses travaux, vise à évaluer les conditions d'élaboration des feuilles de route et à apprécier si les mesures qu'elles prévoient sont à la hauteur des enjeux.

[Source : Documentation française](#)



Ethique

- Fin de vie : la France à l'heure des choix, avril 2018

Près de trois décennies après l'adoption des premiers textes réglementaires visant à assurer l'accès le plus large aux soins palliatifs et à l'accompagnement de la fin de vie, la question continue d'être au coeur des préoccupations. L'offre de soins palliatifs est insuffisante et inégalement répartie, notamment en ce qui concerne la prise en charge à domicile souhaitée par la majorité des Françaises et des Français, estime le CESE. Les possibilités offertes par la rédaction de directives anticipées et la désignation d'une personne de confiance demeurent peu utilisées. La sédation profonde et continue reste complexe à mettre en oeuvre. L'évolution des législations étrangères interpelle. Les pétitions citoyennes en ligne qui circulent le sujet ont incité le CESE à participer au débat. Les 14 préconisations qu'il formule ici contiennent des mesures de nature à améliorer la mise en oeuvre de la législation existante, tout en élargissant les possibilités de choix afin d'apporter une réponse aux situations les plus difficiles.

[Source : Documentation française](#)



Actualité sanitaire

- Les lauréats 2018 du Concours National Droits des Usagers de la Santé, 25 avril 2018

Le concours qui existe depuis 2011 a primé au niveau national cinq projets modélisables, transposables et particulièrement innovants qui ont pour vocation de s'inscrire dans la durée et démontrent l'engagement des usagers aux côtés des professionnels dans la mise en place d'un véritable partenariat.

[Source : Fédération Hospitalière de France](#)

- Semaine mondiale de la vaccination du 24 au 30 avril 2018

Objectifs de la campagne de 2018 : en 2018, la Semaine mondiale de la vaccination a pour objectif d'intensifier l'action en faveur de la vaccination, en mettant l'accent sur le rôle que chacun – donateur ou particulier – peut jouer à cet égard. Dans le cadre de la campagne de 2018, l'OMS et ses partenaires souhaitent : souligner l'importance de la vaccination et les lacunes de la couverture ; signaler aux pays donateurs l'intérêt des vaccins et l'importance d'investir dans les efforts de vaccination ; montrer comment chacun – donateur ou particulier – peut et doit contribuer aux progrès en matière de vaccination.

[Source : OMS](#)

- Semaine européenne de la vaccination du 23 au 29 avril 2018

Cette année, le thème de la semaine européenne de la vaccination est celui des vaccinations du nourrisson. Dans le contexte d'élargissement des vaccinations obligatoires du nourrisson, les pouvoirs publics et leurs partenaires sont pleinement mobilisés avec les professionnels de santé et de la petite enfance pour répondre aux interrogations de la population.

[Source : Santé publique France](#)

[Source : ARS Ile-de-France](#)



Prévention sanitaire

- Semaine européenne de la vaccination : l'ANSM met à disposition une information sur la disponibilité des vaccins obligatoires en France, 24 avril 2018

La thématique retenue cette année, en France, est la « vaccination du nourrisson » dans le contexte de l'entrée en vigueur de l'extension des obligations vaccinales chez l'enfant de moins de deux ans. A l'occasion de cet événement, l'ANSM publie un tableau spécifique sur la situation de l'approvisionnement des huit vaccins commercialisés en France permettant de couvrir l'ensemble des 11 valences obligatoires chez l'enfant de moins de deux ans.

[Source : ANSM](#)

[Source : vidal.fr](#)

- La place de l'hygiène des mains et des produits hydro-alcooliques dans la prévention de la transmission des infections, 25 avril 2018

Argumentaire scientifique de la Société Française d'Hygiène Hospitalière (SFHH).

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Chikungunya, dengue, zika : le moustique vecteur de ces maladies est sous surveillance du 1er mai au 30 novembre en métropole, 27 avril 2018

L'Aedes albopictus dit « moustique tigre » est installé depuis de nombreuses années dans les territoires ultra-marins, notamment dans l'Océan Indien où il est actuellement à l'origine d'une épidémie de dengue sur l'île de La Réunion. En métropole, il s'est développé de manière significative et continue depuis 2004, et est désormais présent dans 42 départements, chiffre qui a doublé ces deux dernières années.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Changement climatique et santé - Evaluation des risques liés au changement climatique, 24 avril 2018

Le changement climatique est une réalité qui fait l'objet d'un large consensus dans la communauté scientifique. En raison de l'inertie du système climatique, les modifications du climat liées aux activités humaines vont se poursuivre durant de nombreuses années, quelles que soient les mesures qui sont prises aujourd'hui. La lutte contre le changement climatique, qui s'inscrit dans un changement environnemental plus global, est donc essentielle afin d'en limiter l'ampleur.

[Source : ANSES](#)

- Evaluation des actions menées en matière d'activité physique et sportive à des fins de santé, avril 2018

Ce rapport s'inscrit dans la démarche de promotion de l'activité physique engagée par le Gouvernement qui a été intégrée dans la stratégie nationale de santé (SNS) et le plan national de santé publique (PNSP), présenté en comité interministériel de santé (CIS) le 26 mars 2018. Il constitue une base de travail pour lever les freins au développement de l'activité physique à des fins de prévention primaire mais aussi comme « thérapeutique non-médicamenteuse », comme le reconnaît l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

[Source : Documentation française](#)

- PromoSanté Île-de-France, nouvelle plateforme ressources au service des acteurs de la promotion de la santé, 16 avril 2018

Créée à l'initiative de l'Agence régionale de santé Île-de-France, PromoSanté Île-de-France est une plateforme régionale de ressources à destination des acteurs de la prévention et de la promotion de la santé. Son objectif est d'être un appui pour s'informer, de former et développer des projets dans ce domaine.

[Source : ARS Ile-de-France](#)



Recommandations – évaluations sanitaires

- Évolution de la stratégie de gestion en cas d'épidémie de rougeole, 25 avril 2018

Depuis novembre 2017, le nombre de cas de rougeole déclarés est en augmentation en France. Le HCSP propose qu'en situation épidémique les mesures de gestion autour des cas de rougeole soient adaptées. Le HCSP rappelle la définition des niveaux épidémiques en région et sur le territoire national. Il précise les modalités d'adaptation de la stratégie de signalement et de surveillance des cas de rougeole ainsi que de la priorisation de la confirmation biologique. Il propose une déclinaison des mesures de gestion en période épidémique, notamment l'organisation de campagnes de vaccination au plus près des collectivités concernées. Il insiste sur l'importance de la mise en oeuvre d'actions d'information et de communication sur la maladie et sa prévention par la vaccination.

[Source : HCSP](#)

- Primaquine à visée « altruiste » et paludisme à Plasmodium falciparum à Mayotte, 23 avril 2018

Depuis 2015, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans l'objectif d'élimination du paludisme, recommande le traitement systématique par une dose unique de primaquine de tous les patients atteints de paludisme à Plasmodium falciparum en même temps que le traitement par les composés à base d'artémisinine. Après avoir recommandé cette stratégie pour la Guyane, le HCSP propose qu'elle soit aussi appliquée à Mayotte. Il recommande que la primaquine soit prescrite à la dose de 0,25mg par kg, adaptée au poids chez l'enfant de plus d'un an ou de plus de 10kg.

[Source : HCSP](#)

- Refonte de la Directive européenne 98/83 sur l'eau potable, 17 avril 2018

A l'occasion de la refonte de la Directive 98/83/CE relative à la qualité de l'eau potable, le HCSP formule un avis sur les nouveaux paramètres et les normes révisées, en tenant compte des enjeux sanitaires et technico-économiques. Ce projet de directive n'a pas suivi une partie des recommandations de l'OMS, le HCSP s'interroge sur les écarts avec les préconisations d'une instance internationale rassemblant les meilleures expertises mondiales. Il lui apparaît important de conserver la possibilité de dérogation temporaire associée à un certain cadrage pour des paramètres, dont des dépassements de valeurs réglementaires sont jugés temporairement admissibles et sans risque sanitaire. La notion de références de qualité doit aussi être conservée pour les paramètres qui sont cités dans le texte.

[Source : HCSP](#)

- Cryolipolyse à visée esthétique, la HAS lance une consultation publique pour recueillir le point de vue des différents acteurs, 24 avril 2018

La HAS ouvre une consultation publique dans le cadre de son évaluation de la cryolipolyse à visée esthétique. Elle souhaite recueillir d'ici au 28 mai prochain le plus de contributions possibles de la part de l'ensemble des acteurs concernés notamment les organismes professionnels (professionnels de

santé, professionnels de l'esthétique et de la beauté) et les associations d'usagers, de consommateurs ou de patients. L'ensemble des contributions recueillies sera analysé et permettra d'enrichir et de finaliser l'évaluation de la HAS.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Travaux sur les spécificités méthodologiques d'évaluation clinique des Dispositifs Médicaux Connectés, 23 avril 2018

La feuille de route détaille les objectifs, le champ et la mise en œuvre des travaux sur les spécificités méthodologiques d'évaluation clinique des dispositifs médicaux connectés (DMC) proposés et acceptés par le Collège de la Haute Autorité de santé.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Actualisation de la nomenclature des actes de biologie médicale pour le diagnostic et le suivi des filarioses, 16 avril 2018

Suite à la demande d'évaluation de l'Assurance maladie proposant une révision des actes remboursés de biologie médicale, ce travail a porté sur l'évaluation des actes de biologie médicale concernant le diagnostic biologique des filarioses tropicales les plus fréquentes (loase, mansonellose, filariose lymphatique, onchocercose) et pouvant être retrouvées en zones non endémiques chez des individus provenant des zones exposées (migrants, expatriés, voyageurs).

[Source : Haute Autorité de Santé](#)



AP-HP

- Du 24 au 26 mai 2018, participez aux Journées Portes Ouvertes de l'AP-HP et découvrez comment nous soignons et innovons, 365 jours par an, 20 avril 2018

Pour la 5^{ème} édition des Journées Portes Ouvertes, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris accueillera, du 24 au samedi 26 mai 2018 et dans une trentaine de ses hôpitaux, des milliers de franciliens. C'est l'occasion pour tous de découvrir la diversité des activités du plus grand CHU d'Europe, ses innovations, son rôle de service public et de valoriser le travail et l'engagement de ses professionnels. [Programme 2018](#), hôpital par hôpital.

[Source : AP-HP](#)

- AP-HP : le risque d'erreur médicale aux urgences se réduit de 40 % lorsqu'ont lieu, entre médecins, des vérifications croisées systématiques et régulières, 23 avril 2018

Promue par l'AP-HP, l'étude CHARMED a été menée dans six services d'accueil des urgences, dont cinq de l'AP-HP (Avicenne, Lariboisière, Hôpital européen Georges-Pompidou, Saint-Antoine et Tenon) et le centre hospitalo-universitaire Grenoble-Alpes, avec l'aide de la plateforme de recherche clinique des Hôpitaux Universitaires de l'Est parisien AP-HP du Pr Tabassome Simon.

[Source : AP-HP](#)

- L'AP-HP et Total concluent un accord cadre de partenariat, 24 avril 2018

La volonté commune d'inscrire les relations entre l'AP-HP et le Groupe Total dans une convention officielle vise, d'une part à développer des actions de recherche dans le domaine de la santé publique orientées prioritairement vers des publics vulnérables et, d'autre part, à donner un cadre précis et rigoureux à l'appui que peut apporter le plus grand groupe hospitalier européen aux problématiques de santé des personnels du Groupe Total.

[Source : AP-HP](#)



Organisation hospitalière

- Contrôles T2A - Priorités nationales, 18 avril 2018

Les priorités nationales de contrôle retenues pour la campagne 2018 (portant sur les données d'activité de 2017) sont les suivantes : - Les activités non prises en charge par l'Assurance Maladie ; -

Le codage du diagnostic principal ou de certains actes CCAM classants ; - Les séjours avec comorbidités ; - Les actes et consultations externes facturés en HDJ, à l'exclusion des GHM en « M » et en « Z » ; - Les prestations inter établissements ; - LAMDA dans les établissements ex-DG ; - Le contrôle de structures HAD.

[Source : Fédération Hospitalière de France](#)

- CCAM descriptive à usage PMSI 2018, 26 avril 2018

La CCAM descriptive à usage PMSI Version 2018 est publiée au Bulletin officiel sous forme d'un numéro spécial : 2018 /8 bis.

[Source : ATIH](#)

- CIM-10 FR 2018 à usage PMSI, 23 avril 2018

La Classification internationale statistique des maladies et des problèmes de santé connexes CIM 10 FR à usage PMSI Volume 1 est publiée au Bulletin officiel spécial n° 2018/9 bis.

[Source : ATIH](#)

- Notice technique "campagne tarifaire 2018", 11 avril 2018

La notice technique ATIH n° CIM-MF-195-4-2018 présente les nouveautés de financement des établissements de santé, en lien avec la campagne tarifaire 2018 (champs d'activité MCO et HAD).

[Source : ATIH](#)

- Un accès aux soins facilité pour les personnes sourdes et malentendantes, 27 avril 2018

La surdité suppose un accueil et/ou une prise en charge adaptés par les professionnels de santé. C'est pourquoi, la direction générale l'offre des soins (DGOS) a développé plusieurs actions en faveur des personnes sourdes et malentendantes afin d'améliorer leur prise en charge.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)



Professions sanitaires et sociales

- Elections professionnelles 2018 : guide pratique pour l'organisation des élections, 27 avril 2018

La DGOS vient de mettre en ligne sur son site le guide pratique pour l'organisation des élections aux CTE, CAPL, CAPD et CCP de la fonction publique hospitalière.

[Source : Fédération Hospitalière de France](#)

- Pratique infirmière avancée : un enjeu d'actualité au-delà des frontières, 20 avril 2018

Sujet d'actualité et de débats, la pratique infirmière avancée fait l'objet de négociations en France entre les autorités gouvernementales et les professionnels de santé, mais est également une préoccupation majeure pour de nombreux pays. Le Secrétariat international des infirmiers et infirmières de l'espace francophone (SIDIEF) en fera l'un des thèmes centraux de son Congrès mondial organisé à Bordeaux du 3 au 6 juin prochain.

[Source : infirmiers.com](#)

- Action de santé libérale en équipe (Asalée) : un espace de transformation des pratiques en soins primaires, avril 2018

Questions d'économie de la santé n° 232 - Le dispositif expérimental Asalée (Action de santé libérale en équipe) a été créé en 2004 afin d'améliorer la prise en charge des maladies chroniques en médecine de ville. Un protocole de coopération permet des délégations d'actes ou d'activités des médecins généralistes vers des infirmières comprenant des dépistages et des suivis de pathologies chroniques. Dans le cadre du programme d'évaluation Daphnee, une recherche sociologique fondée sur une approche qualitative a été menée entre 2015 et 2017. Elle s'est intéressée d'une part au déploiement et à l'organisation du dispositif Asalée et, d'autre part, aux pratiques et interactions entre patients et professionnels.

[Source : IRDES](#)

- De l'indispensable intégrité des chercheurs en soins, 23 avril 2018

Les 4èmes Journées Francophones de Recherche en Soins ont mis à jour les pratiques frauduleuses qui peuvent se manifester quelquefois dans ce domaine. La pression institutionnelle ou la course à la

publication sont en partie responsables de ces pratiques déviantes qui se caractérisent par des falsifications de données. Des processus de prévention sont en place, mais sont-ils efficaces ?

[Source : cadredesante.com](http://cadredesante.com)



Travail – Sécurité du travail

- Une photographie du marché du travail en 2017, 18 avril 2018

Insee Première n° 1694 - En 2017, en France, 29,3 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans, soit 71,5 % de cette tranche d'âge, sont actives au sens du Bureau international du travail (BIT), qu'elles aient un emploi ou soient au chômage. Cette part est à son plus haut niveau depuis 1975. Notamment, le taux d'activité des 50-64 ans continue d'augmenter en 2017, atteignant 65,6 %.

[Source : INSEE](http://insee.fr)

- Effets du changement climatique en milieu de travail : des risques professionnels augmentés et une mobilisation du monde du travail indispensable, 19 avril 2018

Dans une démarche d'anticipation prospective jusqu'au milieu du XXI^{ème} siècle, l'expertise s'est attachée à caractériser les interactions entre le climat, l'environnement et la santé au travail dans l'objectif d'identifier les risques professionnels potentiellement accrus par le changement climatique. L'expertise met en évidence le fait que tous les risques professionnels sont et seront affectés par le changement climatique et les modifications de l'environnement, à l'exception des risques liés au bruit et aux rayonnements artificiels. Sont principalement en cause la hausse des températures, l'évolution de l'environnement biologique et chimique, et la modification de la fréquence et de l'intensité de certains aléas climatiques.

[Source : ANSES](http://anses.fr)

- Campagne européenne 2018-2019 : Lieux de travail sains - Maîtriser l'usage des substances dangereuses, 18 avril 2018

L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA), organise, dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne en sécurité et santé au travail 2014-2020, des campagnes biennales paneuropéennes de sensibilisation aux questions de sécurité et santé au travail, dont le thème pour 2018-2019 est : « Lieux de travail sains - Maîtriser l'usage des substances dangereuses ».

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](http://solidarites.gouv.fr)

- Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail 2018 «Génération Santé et sécurité» - Former les jeunes à la prévention des risques professionnels : une stratégie gagnante pour le monde du travail, 26 avril 2018

A l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, l'Assurance Maladie - Risques professionnels fait le bilan des actions qu'elle mène en direction des jeunes de moins de 25 ans. Avec son réseau de caisses régionales (Carsat, Cramif, CGSS) et l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS), elle agit depuis plusieurs décennies pour mieux intégrer les bases de la prévention des risques professionnels dans la formation initiale. Un après-midi d'échange, organisé le 3 mai prochain en partenariat avec l'organisation internationale du travail et l'ANDRH, sera l'occasion d'aborder la santé et la sécurité des jeunes au travail, thème de la journée mondiale 2018.

[Source : INRS](http://inrs.fr)



Questions sociales – action sociale

- Lutte contre le non-recours : 63 % des personnes pouvant bénéficier d'une prestation sociale y accèdent après un rendez-vous des droits, 24 avril 2018

Etudes et résultats n° 1058 - Mis en place par les Caisses d'allocations familiales -depuis 2014, les rendez-vous des droits ont pour objectif d'améliorer l'information et l'accès aux droits sociaux. Dans le cadre d'une demande de revenu de solidarité active (RSA), ils permettent, le cas échéant, de

parachever la demande de la personne et de l'informer sur ses droits connexes au RSA. Après un événement de vie difficile (décès, séparation, perte d'emploi, etc.), ils favorisent l'ouverture d'un droit à des prestations familiales, le plus souvent pour des familles monoparentales vulnérables. Enfin, ils peuvent accueillir d'autres personnes dont les parcours sont plus hétérogènes.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Alimentation, logement, transports : quelles dépenses pèsent le plus dans le budget des ménages étudiants ou de jeunes adultes ?, 26 avril 2018

Etudes et résultats n° 1060 - Les jeunes ménages de 18-34 ans consomment moins que leurs aînés. Parmi ces ménages jeunes, ce sont ceux dont la personne de référence est étudiante, avec une consommation moyenne annuelle de 15 050 euros, qui dépensent le moins, et ce même si on se rapporte au nombre d'unités de consommation dans le ménage.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Droit au logement opposable : les chiffres de 2017, 25 avril 2018

La loi du 5 mars 2007, instituant le droit au logement opposable (Dalo), permet aux personnes mal logées répondant à l'un des critères d'urgence, de faire valoir leur droit à un logement décent ou un hébergement digne. Pour être reconnu Dalo, la personne doit déposer un dossier devant une commission départementale de médiation (Comed) qui est chargée de se prononcer sur le caractère prioritaire des demandes.

[Source : vie-publique.fr](#)

- En outre-mer, une santé déclarée moins bonne qu'en Métropole, surtout pour les femmes, 18 avril 2018

Etudes et résultats n° 1057 - Selon le Baromètre Santé 2014, les habitants de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion âgés de 15 à 75 ans sont moins nombreux à se percevoir en bonne santé que ceux de Métropole. En moyenne, 61 % d'entre eux considèrent que leur état de santé est bon ou très bon, contre 69 % des Métropolitains.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Rapport d'information fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur le projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, avril 2018

Comportant cinq articles, le projet de loi se fonde essentiellement sur trois axes : renforcer la protection des mineurs contre les crimes sexuels ou particulièrement violents ; améliorer la répression des cyberviolences et notamment du cyberharcèlement ; réprimer le harcèlement sexiste dans l'espace public par la création d'une nouvelle infraction dite d'outrage sexiste.

[Source : Documentation française](#)

- Engagement des entreprises pour l'emploi des travailleurs handicapés, avril 2018

Installée à France Stratégie, la Plateforme RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) réunit depuis 2013 les parties prenantes de la RSE en France : entreprises, partenaires sociaux, organisations de la société civile, réseaux d'acteurs, chercheurs et institutions publiques. La secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargée des personnes handicapées, a demandé à la Plateforme RSE d'identifier les leviers les plus efficaces pour encourager les entreprises à prendre des initiatives volontaires en faveur de l'embauche et du maintien dans l'emploi en milieu ordinaire des travailleurs handicapés. La Plateforme RSE s'est fondée sur une analyse des enjeux : changer le regard de la société sur le handicap, simplifier les démarches, rapprocher les compétences des travailleurs handicapés des besoins des entreprises. A partir d'un recensement des bonnes pratiques des entreprises, elle a formulé quinze recommandations, portant sur les leviers de la formation, du recrutement, de l'accompagnement des travailleurs handicapés, et sur la reconnaissance des bonnes pratiques, sur la qualité du dialogue entre parties prenantes et sur l'innovation sociale.

[Source : Documentation française](#)

- Relevé des échanges et propositions de la mission de médiation sur la mise en place de la réforme de la tarification dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), avril 2018

Le rapport comprend : une synthèse des ressentis des acteurs sur la réforme de la tarification ; des éléments d'analyse de cette réforme et de la transformation du secteur des Ehpad ; une série de propositions.

[Source : Documentation française](#)

- Vieillir dans la dignité, 24 avril 2018

Avis et note de synthèse - La « crise des EHPAD » montre que, plus de deux années après l'entrée en vigueur de la loi, les progrès ne sont pas suffisants. Cette crise ne peut pas être isolée des difficultés de notre système de santé. Les incertitudes sur le financement de la perte d'autonomie demeurent. Pour le CESE, cela signifie que les réponses doivent être globales et s'inscrire dans une approche prospective et décloisonnée du médical, du social et du médico-social.

[Source : CESE](#)

- Ouverture des premiers échanges visant à construire un système universel de retraite, 19 avril 2018

Les trois premiers blocs consacrés aux grands principes du nouveau système de retraite seront discutés jusqu'à l'été. 1. La construction d'un système universel, commun à tous les actifs où sera abordée la définition du nouveau régime en termes de périmètre, de niveau de couverture, d'assiette et de taux de cotisation (avril- mai). 2. La construction d'un système redistributif et solidaire avec la prise en compte des droits non contributifs liés à la maladie, la maternité, au chômage ainsi que les minima de pension (mai-juin). 3. La construction d'un système tenant compte des évolutions de la société avec l'examen des droits familiaux et la question de l'égalité entre les femmes et les hommes (juin-juillet). Les trois autres blocs seront discutés à partir de l'automne.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- L'emploi des seniors, 25 avril 2018

Avis, rapport et note de synthèse - Les taux d'activité et d'emploi des seniors sont en hausse régulière mais des inégalités demeurent en matière d'emploi et de formation qui remettent en cause la sécurisation des parcours professionnels. Leur surreprésentation parmi les chômeurs de longue durée, la suppression de politiques publiques de l'emploi favorables à l'insertion et au maintien dans l'emploi des seniors ou encore la permanence des préjugés à leur égard sont autant de signaux que la collectivité, dans son ensemble, doit prendre en compte pour agir sur la qualité de l'emploi et garantir une cohésion sociale entre les générations.

[Source : CESE](#)



Société

- Formation professionnelle : 66 % des cadres en profitent mais seulement 35 % des ouvriers, 24 avril 2018

Dans l'édition 2018 de son ouvrage « Formations et emploi », publié le 10 avril 2018, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) traite notamment de l'accès à la formation professionnelle et de la place de la formation selon les parcours professionnels des salariés.

[Source : vie-publique.fr](#)

- Premier bilan des campus métiers et des qualifications, avril 2018

Le rapport dresse un premier bilan des campus des métiers et des qualifications. Sur la base de ce constat, la mission a émis une série de dix-neuf recommandations qui doivent, d'une part, permettre d'améliorer la qualité des dossiers et de l'analyse préalable à la création de nouveaux CMQ, et, d'autre part, de rendre possible une montée en charge des CMQ déjà existants.

[Source : Documentation française](#)

